LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Du Commerce, de la Finance, de l'Industrie,
de la Propriété foncière et des Assurances.

BUREAU : No 35, rue St-Jacques, Montréal

ABONNEMENTS :

Montréal, un an.....\$2.00
Canada et Etats-Unis..... 1.50
France.....fr. 12.50

Publié par

Société de Publication Commerciale

J. MONIER, Directeur.

F. E. FONTAINE, Gérant.

Téléphone 2602.

MONTRÉAL, 26 AOUT 1892

AVIS.

Nos lecteurs voudront bien excuser le retard du présent numéro, qu'un accident arrivé à la presse de nos imprimeurs nous a empêché d'expédier à la même heure que d'habitude.

Réprésailles.

Pour répondre aux récriminations du président Harrison, le gouvernement canadien avait promis que l'année prochaine, la réduction de 18c. par tonne en faveur des chargements — sur bateaux canadiens ou américains — à destination de Montréal, serait abolie. M. Harrison n'a pas jugé cette promesse suffisante. Elle ne devait être exécutée, d'ailleurs, qu'après l'élection présidentielle et, par conséquent, elle faisait faire long feu à l'artillerie républicaine.

Est-ce modération ? est-ce prudence ? Est-ce par crainte de complications diplomatiques avec l'Angleterre, ou pour rester sur un terrain de conciliation où il pourrait se rencontrer avec le Canada ? Toujours est-il que la mesure de représailles adoptée par le président Harrison, a manqué son but, si elle était destinée à épouvanter les Canadiens.

M. Benjamin Harrison a décrété que, pour punir la mauvaise foi des Canadiens, on imposerait un péage de 20c. par tonne sur tout le fret passant par le canal du Sault Ste-Marie, dans des bateaux canadiens.

Le blé pèse, mesure légale, 60 lbs. par minot. Le nouveau péage est de 20c. par tonne de 2240 lbs, soit 2c. par 224 lbs, 1c. par 112 lbs, et environ ½c. par minot de 60 lbs.

Le poids de cette taxe ne se fera donc sentir que fort peu chez le consommateur ; seul le producteur et le marchand s'en apercevront, mais si peu qu'ils n'y feront pas attention.

En soi, donc, la mesure que vient de prendre le président, doit nous laisser parfaitement calmes et ne saurait avoir pour effet d'accélérer l'action du gouvernement fédéral ; mais, considérée au point de vue international, elle n'en constitue pas moins une violation de traité qui, équivaldrait à une dénoncia-

Et la véritable solution serait peut-être de faire signifier au président par la légation anglaise, que le Canada et l'Angleterre tiennent pour dénoncées, par cette mesure, les clauses du traité de Washington qui ont rapport à la navigation intérieure. Alors le Canada serait libre de régler le trafic sur ses canaux, et lorsque le Canal du Sault Ste-Marie sera terminé, notre gouvernement serait en mesure d'exiger des Etats-Unis des concessions de réelle valeur, contre la permission de se servir de nos canaux.

Nos fromages à l'Exposition de Chicago

Quoique l'on ne nous ait pas fait l'honneur de nous adresser les documents officiels, nous nous faisons un devoir de donner la publicité de nos colonnes à un appel adressé aux fromagers de notre province et de l'est d'Ontario par M. Robertson, commissaire du Canada pour les produits laitiers à l'Exposition de Chicago.

M. Robertson demande aux fromagers de lui envoyer, à Montréal, deux fromages de quatre lots différents, soit huit fromages chacun. Les fromagers de l'Ouest devront expédier à London, Ont. Les fromages réunis seront examinés et inspectés par M. Robertson et par des experts ; ceux qui seront choisis seront conservés pour l'exposition de Chicago, et les autres seront expédiés en Angleterre, aussi pour y être exposés. On prendra tous les soins possibles pour les conserver en bonne condition. On espère pouvoir ainsi envoyer de 200 à 300 fromages de chaque province à Chicago.

M. Robertson demande deux fromages de chaque lot afin de pouvoir en conserver un sur les deux, en glacière pour remplacer l'autre, vers le milieu de la durée de l'exposition.

Le gouvernement fédéral paiera le fret, depuis la station la plus proche de la fromagerie jusqu'à Montréal ou London, suivant le cas ; en outre, il achètera et paiera d'avance ces fromages aux prix du marché.

La seule chose que l'on demande aux fromagers, c'est de produire un bon fromage qui puisse concourir pour le premier prix. Chaque meule portera estampé, le nom du fabricant et les prix ou récompenses accordés à l'exposition seront la propriété du fabricant et non du gouvernement.

Après que les juges auront distribué les prix, M. Robertson se propose de réunir tous les fromages qui auront été primés, et d'en faire, pour chaque province, une pyramide ayant pour base de ces énormes fromages que l'on fait quelquefois pour ces occasions.

L'exposition de Chicago offre aux fromagers de notre province l'occasion de faire constater par des experts les progrès qu'ils ont fait dans la fabrication de ce produit et

nous ne saurions trop les engager à expédier à M. Robertson, deux de leurs plus beaux fromages, disons, de juillet, août, septembre et octobre.

L'argent Américain

Nous signalions à l'attention des banquiers et du public, dans notre numéro du 26 février dernier, l'abondance de l'argent américain en circulation dans nos campagnes et dans nos villes, et nous demandions aux banquiers de prendre des mesures pour restreindre la circulation de cet argent.

Depuis quelques jours, le bruit a couru à Montréal que les banques refusaient l'argent dur des Etats-Unis et n'acceptaient les *greenbacks* et les *silver certificates*, qu'avec un escompte considérable.

Informations prises, nous pouvons rassurer nos lecteurs quant à la monnaie de papier. *Greenbacks* et *silver certificates* sont acceptés par la plupart des banques au pair, moins le change du jour, qui varie de 1/2 à 1/10 p. c. d'escompte. Mais les pièces d'argent, de 25 c., 50 c. et \$1 00, elles sont refusées partout, à moins qu'on ne les glisse à l'insu des commis, dans des rouleaux avec des pièces canadiennes de même dénomination.

Les banquiers qui acceptent au pair le papier-monnaie américain, conviennent bien que la présence de ce papier et sa circulation leur ôte pour autant la demande pour leur propre circulation et leur empêche ainsi de tirer parti de leurs capitaux. Mais ils se disent que, en règle générale, ce papier-monnaie est apporté au pays par les commerçants américains qui viennent dans nos campagnes acheter notre foin, nos chevaux, notre écorce de pruche, etc. Et que, si les banques refusaient de le recevoir en dépôt, ces billets passeraient de mains en mains dans les campagnes et resteraient dans le pays. Tandis qu'en les acceptant au pair — moins le change — ils en débarrassent les campagnes où ils envoient en échange leurs propres billets. Et ils prennent soin de les réexpédier immédiatement à New-York où leurs correspondants les reçoivent au pair. Tant que ces correspondants ne les aviseront pas qu'ils ne peuvent accepter ce papier au pair, les banquiers canadiens ne pourraient pas, en conscience, prendre un escompte de leurs déposants.

Mais il n'y a pas unanimité de pratique chez les banquiers. Il y en a qui ne veulent pas de billets américains et qui refusent absolument les *silver certificates*. L'un d'entre eux nous a fait, à l'appui de ce refus, le récit suivant : Un manufacturier de Montréal, qui achète sa matière première en grande partie à New-York, est venu, un jour, lui demander, pour faire ses achats, une traite de \$5,000 sur New-York. Muni de cette traite, payable en or, le manufacturier en question est allé retirer des fonds à New-York. On lui a demandé s'il voulait des

greenbacks ou des *silver certificates*. Il a pris ces derniers qu'on lui a donnés à un escompte de 17 p. c. Ses achats faits, il est revenu à Montréal et il est allé chez le banquier en question pour déposer le reste de ses fonds, en *silver certificates*. Le banquier a refusé le dépôt, mais une autre banque l'a accepté, et il est probable que le manufacturier aura répété une opération si profitable.

Comme nous n'avons aucun motif de soupçonner la bonne foi de l'auteur de ce récit, nous nous demandons comment il se fait que les banques de New-York acceptent au pair les *silver certificates* que leur expédient celles de Montréal, et qu'elles les revendent ensuite à 17 p. c. de perte.

Il est évident qu'il y a un malentendu quelque part. Car si les billets payables en argent ne valent de 83 c. dans la piastre à New-York, il n'est pas admissible qu'on les reçoive du Canada au pair.

Ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait de convoquer une assemblée de l'Association des banquiers, afin d'arriver à une pratique uniforme sur ce point. On nous objecte que l'Association comprend des banques placées sur la frontière ou dans les provinces de l'Ouest, où la circulation se fait presque complètement avec la monnaie américaine et que ces banques ne pourraient, sans gêner leur clientèle, agir comme celle de Montréal. Pour faire face à cette objection, il est question de diviser l'Association en sections autonomes, dont chacune pourrait se régler suivant ses besoins. Il faudrait aussi et surtout, augmenter la monnaie canadienne d'argent dont la rareté, dans certaines sections du pays, rend indispensable l'usage de la monnaie américaine. On se plaint même, que les billets du gouvernement fédéral ne sont pas toujours aussi faciles à obtenir qu'on le désirerait.

LA SITUATION DES BANQUES

Pendant le mois de juillet, la circulation des banques est restée à peu près stationnaire à quelque cent mille piastres près. Les dépôts remboursables à demande ont augmenté de \$800,000, mais les dépôts à intérêt ont diminué de \$1,700,000. Cette diminution ne porte pas sur toutes les banques car un bon nombre d'entre elles ont vu s'augmenter leurs dépôts ; elle provient surtout du retrait de sommes considérables placées à intérêt à la banque Dominion. Cette banque accusait, au 30 juin, des dépôts à intérêt se montant à \$5,778,479. Au 31 juillet, elle n'a

plus que..... \$3,051,378

Diminution..... 12,727,101

Mais, d'un autre côté, son compte de dépôts en compte courant, qui était au 30 juin de.... \$3,627,635 est porté au 31 juillet à 5,967,097

Augmentation..... \$2,339,462